

ANNEE 2025

Banque ou C.C.P. de l'Association
Nom de la banque :
Agence de :
Numéro de compte :

NOM EXACT DE L'ASSOCIATION :
COMMUNE :
Déclaration au Tribunal le :.....
N° SIRET :.....
N° DDCS (ex-DDJS) :.....
Code APE :.....

Adresse du siège social :

Téléphone :

E-mail :

Site internet : http://.....

1 - COMITE

FONCTION	NOM - PRENOM	PROFESSION	ADRESSE	
PRESIDENT				
SECRETAIRE				
TRESORIER				

2 - NOMBRE D'ADHERENTS :

TOTAL	FAULQUEMONT	CREHANGE	AUTRES	TOTAL général
nés avant le 31.12.2007				
nés après le 31.12.2007				
TOTAL :				

TOTAL	Licence compétition	Licence loisir
nés avant le 31.12.2007		
nés après le 31.12.2007		

TOTAL	Hommes	Femmes
nés avant le 31.12.2007		
nés après le 31.12.2007		

3 - **ENCADREMENT** :

NOMS	DIPLÔMES	NOMS	DIPLÔMES

4 - **FORMATION DES DIRIGEANTS ET ENTRAINEURS** :

DATE	NOM	Diplôme obtenu	Lieu

5 - **Manifestations sportives organisées (hors matchs ou compétitions)**

DATE	Intitulé de la manifestation	Lieu

6 - **Manifestations non sportives organisées (ex : bals, lotos etc...)**

DATE	Intitulé de la manifestation	Lieu

7 - **DETAIL D'EXPLOITATION 2024/2025**

• **RECETTES - COTISATIONS n° 10**

CATEGORIE	COTISATION
Dirigeant	
Seniors	
...	
...	
...	
...	

• **DEPENSES - FRAIS DE LICENCES n° 311**

CATEGORIE	FRAIS LICENCES
Dirigeant	
Seniors	
...	
...	
...	
...	

• **FINANCEMENTS SAISON PASSEE**

ORIGINE	MONTANT
Conseil Départemental (aide à la licence)	
Conseil Départemental (projet club)	
Région	
CNDS	

Faulquemont	
Créhangé	
<u>Autres</u> :	
-	
-	
-	
-	
-	
--	
-	
-	

8 – VOS PROJETS A VENIR

9 – SALARIE(S) – INDEMNITE(S)

Nombre de salarié(s) :

Montant annuel des salaires :

Nombre d'entraîneur(s), dirigeant(s), encadrant(s) indemnisé(s):

Montant annuel des indemnités :

10 – DIALOGUE (espace réservé à vos remarques, suggestions, etc...)

- 11 – PIECES A JOINDRE :**
- 1 bilan financier détaillé arrêté à la dernière Assemblée Générale
 - 1 budget prévisionnel pour la saison à venir
 - 1 copie des diplômes des encadrants
 - l'attestation d'assurance responsabilité civile du club **en cours de validité**
 - 1 extrait récent du ou des compte(s) bancaire(s)
 - 1 tableau nominatif récapitulant les indemnités et/ou salaires versés
 - 1 R.I.B.

MONTANT SOLLICITE :.....

RENSEIGNEMENTS FOURNIS LE :.....

PAR :

SIGNATURE DU PRESIDENT

SIGNATURE DU TRESORIER

CACHET DU CLUB

NOTA : Cette demande doit parvenir en Mairie le **30 mars 2025** au plus tard.

Les demandes parvenues après cette date ne seront pas instruites. **L'ensemble des justificatifs** devront être joints à la demande.

Merci de compléter la page au verso, si vous pratiquez la compétition

Obligatoire : remplir et signer la page intitulée « 7. Attestations », relative au **Contrat d'engagement Républicain** »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRES DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N° 1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N° 2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N° 3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N° 4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur

une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N° 5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N° 6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N° 7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.